

Tardif, Guy, *Police et politique au Québec*, préface de Guy Rocher, Montréal, Éd. de l'Aurore, 1974, 500 p.

Vincent Lemieux

Volume 7, numéro 3, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700715ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700715ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemieux, V. (1976). Compte rendu de [Tardif, Guy, *Police et politique au Québec*, préface de Guy Rocher, Montréal, Éd. de l'Aurore, 1974, 500 p.] *Études internationales*, 7(3), 483–484. <https://doi.org/10.7202/700715ar>

remettra à périlcliter, et la confiance exagérée accordée au dollar américain sera de nouveau ébranlée. Il suffirait, par exemple, que pour quelques années, les récoltes de céréales des États-Unis, comme ça s'annonce déjà dès 1976, soient insuffisantes, ou que les pays producteurs de ressources deviennent plus exigeants vis-à-vis de leurs spoliateurs, pour que l'euphorie de la reprise économique du début de 1976 fasse place à un retour fulgurant des angoisses stagflationnaires. Quoi qu'il arrive, une chose devient de plus en plus claire : le système capitaliste mondial et l'impérialisme sont plus que jamais en crise, le pétrole joue un rôle important dans cette crise, et les efforts désespérés pour éviter le désastre et rétablir l'équilibre d'hier sont voués à l'échec.

Jean-Guy VAILLANCOURT

*Département de sociologie,
Université de Montréal*

TARDIF, Guy, *Police et politique au Québec*, préface de Guy Rocher, Montréal, Éd. de l'Aurore, 1974, 500p.

Ce livre, précédé d'une préface très personnelle de Guy Rocher, représente, à peu de choses près, la thèse de doctorat d'un ancien policier devenu professeur de criminologie à l'Université de Montréal. Il se fonde sur soixante-quatre entrevues conduites par l'auteur auprès de chefs de police dans des municipalités du Québec dont la population varie de moins de 2 000 à plus de 300 000 habitants. De même, la taille du service varie-t-elle d'un seul policier à plus de 400.

Guy Tardif a eu la bonne idée de présenter au tout début de son livre un chapitre méthodologique où il raconte ses aventures de recherche. En particulier, il montre comment il a beaucoup plus appris au contact des hommes (ou des bonshommes, comme il dit) qu'à la lecture des documents.

Tellement que le livre consiste essentiellement en extraits d'entrevues, raccordées les uns aux autres par les commentaires et réflexions de l'auteur.

Les données sont rassemblées en trois grandes parties. La première présente le métier de chef de police. Tardif étudie le pouvoir administratif du chef, comment il dirige les opérations policières, quelles sont ses conditions de travail et ses relations avec le milieu. La deuxième partie porte sur la carrière de chef de police. L'auteur nous apprend comment on devient chef, comment on se fait des ennemis ou on perd des amis, comment sont neutralisés les chefs, et quelles sont les stratégies de défense de ceux-ci. Une troisième partie, plus courte, est consacrée aux facteurs de changement, qu'ils soient institutionnels ou autres.

Le thème qui court dans l'ensemble de l'ouvrage, et que le titre annonce, est celui des rapports de la police et de la politique. L'hypothèse générale de l'auteur est celle d'une « influence prépondérante des conseils de ville sur leur service de police » (p. 17). L'accumulation des témoignages rassemblés montre que, dans la plupart des cas, cette hypothèse générale est vérifiée. Il n'y a en effet que 16 chefs sur 64, soit le quart, qui ont déclaré ne pas avoir eu beaucoup de problèmes avec leur Conseil de ville. Des 48 autres, qui ont été en difficulté, 16 ont survécu à la « crise ». Les 32 qui n'ont pas survécu, soit la moitié de la population totale interviewée par Tardif, ont perdu leur emploi (huit d'entre eux furent ensuite réinstallés).

Le dossier est impressionnant. On y apprend beaucoup sur la politique municipale au Québec. Mais l'auteur n'est pas allé bien loin dans l'analyse sociologique ou politique. C'était son droit, d'autant plus que le montage du dossier a exigé beaucoup d'efforts et que le lecteur y trouve des témoignages souvent très suggestifs.

Il faudrait dans un deuxième temps tenter d'expliquer ces collusions et collisions plus souvent privées que publiques entre conseils

de ville et corps policiers. Une sociologie suffisamment attentive à ces « jeux » de la politique municipale serait pleine d'enseignements pour ceux qui cherchent à nous comprendre tels que nous agissons, plutôt que tels qu'on nous suppose dans le ciel des idées.

Mais avant d'entreprendre cette analyse, il faudrait peut-être qu'un chercheur aussi motivé et aussi ingénieux que Tardif aille demander aux maires, échevins ou conseillers ce qu'ils pensent des chef de police...

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval*

—, *Travaux et communications*, vol. 1 (1973), 278p. vol. 2 (1974), 244p. Académie des sciences morales et politiques du Québec, Éd. Paulines, Sherbrooke.

L'Académie des sciences morales et politiques, dont le siège social est à Montréal est, selon son président, M. Lebel, dans l'avant-propos du volume I, une récente création de l'Académie canadienne-française. Il me semble que son fondateur, Victor Barbeau, ait voulu, suivant l'exemple français, créer une tribune ou plutôt un cercle de rencontres entre intellectuels canadiens-français, déjà connus par leurs livres ou leurs articles de revue.

La plupart des articles publiés dans ces deux ouvrages rendent compte des positions ou font état des recherches de ce type de chercheurs. Ceux-ci sont classés selon leur discipline respective : éducation, science politique, philosophie, géographie, sociologie, science économique, sciences juridiques, sciences religieuses. Chacune d'entre elles fait l'objet d'une section. Il aurait été souhaitable de publier les débats ou commentaires pour chacun des textes ; sans cette dimension, on éprouve un certain malaise, d'au-

tant plus marqué que certains thèmes apparaissent peu approfondis.

Dans le volume I, la publication la plus caractéristique apparaît être celle de V. Barbeau ; article inédit composé en 1938, soulevant des thèmes très actuels que l'on peut résumer de cette façon : « la bourgeoisie canadienne française a trahi l'esprit national en abdiquant ses prérogatives ». Bien qu'il soit nécessaire de replacer ce texte dans son contexte, il aurait été intéressant de le commenter à la lumière des événements actuels. En ce qui concerne les autres articles, la meilleure façon de les présenter est de s'en tenir aux sections et aux auteurs dans la mesure où certains d'entre eux ont contribué à la fois dans le volume I et le volume II. C'est le cas de F.-A. Angers qui explicite, d'une façon peu convaincante, les différences existant entre l'économie coopérative et l'économie d'entreprise. Dans le volume I, il souligne avec raison que la coopération de consommation est la réponse la plus effective du consommateur aux règles du marché. Cependant, lorsqu'il essaie de bâtir une théorie économique sous-jacente selon le postulat : « réalisation d'un coût minimum opposé à la recherche du profit maximum », les difficultés apparaissent insurmontables. Il semble plus logique de partir du consommateur et plus précisément de l'acte d'achat que de l'institution. On peut réfuter cet argument en considérant que l'on s'éloigne du problème mais il s'avère, d'autre part, selon l'auteur, que l'approche microéconomique (théorie de l'entreprise) est limitée car elle suppose que la coopérative est en tous points semblables aux entreprises « modèles ». De plus, on peut se demander pourquoi depuis plusieurs décennies, l'économie appliquée n'a-t-elle pu fournir un modèle conceptuel opérationnel fondé sur les caractéristiques propres de l'institution coopérative ?

Le volume II comprend dans la même section les textes de A. Faucher et de R. Parenteau. Le premier, essaie de détruire le livre de Léandre Bergeron : *Le petit manuel d'histoire du Québec*. Je n'ai pu